

Le 9 novembre 2021

Un coup de poignard dans le dos des Lorrains

Lettre ouverte à Bruno LEMAIRE

et Agnès PANNIER RUNACHER

Nous tenons fermement à vous alerter, en fonction des éléments dont nous disposons, sur notre opposition d'implantation à Arles (13) d'une usine de canalisations portée par l'entreprise indienne Electrosteel et appelée à être financée par France Relance, c'est-à-dire en fait par l'Etat.

Cette implantation serait un coup de poignard dans le dos de la Lorraine et des Lorrains. Ce serait aussi un contresens économique suicidaire et un reniement de la stratégie industrielle portée par l'Etat ces derniers mois et cela pour au moins cinq raisons :

- Affaiblissement de notre indépendance nationale.
- Aide de l'Etat en faveur d'une entreprise étrangère aux méthodes extrêmement « agressives ».
- Aide de l'Etat en faveur d'une entreprise étrangère qui, il me semble, aurait été condamnée pour dumping par la commission européenne.
- Implantation d'une entreprise étrangère en France qui produirait les mêmes éléments que Saint-Gobain PAM dont les usines ne sont chargées qu'à hauteur de 50% de leur capacité.
- Introduction en Europe avec un puissant soutien de la France d'un concurrent aux pratiques difficilement contrôlables qui déséquilibrerait l'emploi dans cette branche et cela avec votre bénédiction et votre aide.

Les élus Lorrains et de la Région Grand Est et plus simplement les Lorrains ont su faire front, il y a quelques années, pour s'opposer au rachat de Saint-Gobain PAM par la Chine. Cela a permis à Saint-Gobain PAM de se moderniser depuis 2017, à travers le lancement d'un programme ambitieux à hauteur de 170 millions d'euros et de surmonter progressivement la crise économique.

L'implantation d'un tel projet portera, évidemment, préjudice à notre intérêt national et à St Gobain PAM particulièrement, compte tenu de la situation concurrentielle du marché des canalisations en eau qui comme vous le savez reste hautement stratégique en matière de souveraineté industrielle.

Le secteur des canalisations en fonte au plan mondial est en surcapacité selon les résultats de l'enquête menée en 2016 par la Commission Européenne sur le dumping industriel. Ce dumping a d'ores et déjà contribué à détruire plus de 500 emplois en Europe et à affaiblir le fleuron national que représente Saint-Gobain PAM.

Nous savons votre volonté de défendre les emplois d'aujourd'hui et de demain sur les territoires nationaux. Aider à créer des emplois avec une entreprise étrangère dans le Sud en détruisant dans une entreprise française dans l'Est n'est pas une bonne chose pour notre industrie. Nos industriels, leurs salariés et nos concitoyens lorrains, qui ont tant contribué à l'effort industriel national ne pourraient pas comprendre la réalisation d'un tel projet.

Il n'est pas dans les habitudes de l'UIMM Lorraine d'intervenir dans les décisions internes des entreprises, par contre il est de son devoir de s'interroger sur l'utilisation de fonds publics pour introduire une concurrence étrangère dont le seul résultat outre la perte de souveraineté ne constituera qu'à créer des emplois dans une région en les enlevant à une autre, soit un jeu à somme nulle avec l'argent des contribuables.

Nous espérons que vous porterez une attention particulière et imminente sur cette situation critique et que vous mettrez tout en œuvre pour ajourner ce projet d'implantation et poursuivre les instructions complémentaires.

Hervé Bauduin

Président de l'UIMM Lorraine

Chef de file France industrie Grand Est